

La Fulgurante ascension de Zoom freinée par des failles de sécurité

Sur cette application de visioconférence, des experts informatiques ont relevé des fragilités susceptibles d'être exploitées par des pirates

En ces temps de confinement de la population mondiale pour lutter contre l'épidémie due au coronavirus, peu de services ont connu une explosion de leur usage aussi impressionnante que l'application de visioconférence Zoom. Le nombre d'utilisateurs quotidiens a été multiplié par 20 en trois mois, avec environ 200 millions de personnes connectées chaque jour en mars.

Mais ce succès s'accompagne aussi d'une avalanche de critiques. Celles-ci portent, pour l'essentiel, sur les garanties de sécurité de cet outil. Des experts informatiques ont relevé plusieurs fragilités susceptibles d'être exploitées par des hackers. Il a également été mis au jour que la société partageait des informations sur certains de ses utilisateurs avec Facebook et pouvait très discrètement aller rechercher les profils LinkedIn des utilisateurs à leur insu.

Autre problème, l'apparition d'un phénomène de « Zoombom-bing »; des individus sont parvenus à s'immiscer dans des visioconférences pour y diffuser, par exemple, des contenus pornographiques ou haineux. Dès la fin du mois de mars, le FBI américain indiquait avoir reçu plusieurs signalements de ce type d'événement, certains se déroulant dans le cadre de classes virtuelles organisées par des professeurs sur Zoom. Enfin, l'entreprise a aussi dû reconnaître qu'une partie très réduite des données des appels passés depuis les États-Unis avaient par accident transité par ses infrastructures en Chine un épisode malvenu compte tenu des tensions entre les deux pays.

Autant de mauvaise publicité qui commence à nuire à la société californienne. Plusieurs entreprises et organisations ont déjà annoncé qu'elles se passeraient désormais de Zoom, pour lui préférer des services alternatifs jugés plus sûrs. Dernier en date, le Sénat américain a recommandé à ses membres de ne pas utiliser l'application, indique la presse américaine, jeudi 9 avril. Avant lui, le gouvernement de Taiwan, Google, le fabricant automobile américain Tesla et le département de l'éducation de New York, entre autres, avaient fait de même.

Fitness et apéros virtuels

Créée en 2011 par un ancien de Cisco, Éric Yuan, Zoom avait conçu son produit pour les entreprises. Elle n'avait pas imaginé que, neuf ans plus tard, ce serait la solution privilégiée par de nombreux utilisateurs pour continuer à poursuivre leurs études, assister à des cours de fitness ou organiser des apéros virtuels. Or, cette masse d'utilisateurs ne s'en sert peut-être pas avec autant de rigueur et de précaution que ne le feraient des professionnels notamment pour éviter de voir un « intrus » participer à une discussion.

La firme prend sa part de responsabilité. « Les choses [qu'on nous reproche] n'auraient pas dû se produire » et « nous devons regagner la confiance des utilisateurs », a admis M. Yuan dans un entretien accordé vendredi 3 avril au Wall Street Journal. Dès le début du mois, décision a été prise de n'affecter les équipes d'ingénieurs qu'aux sujets de sécurité et de vie privée. La société a aussi mis fin au partage d'informations avec Facebook et pris des mesures pour éviter le « Zoom-bombing ».

Autant de mesures indispensables pour une entreprise dont l'action a culminé à près de 160 dollars le 23 mars, soit 100 dollars de plus que lors de son introduction, le 18 avril 2019. Depuis, elle a perdu près du quart de sa valeur en raison de ses multiples déboires. Et un analyste de Crédit suisse prédit déjà que le succès de l'application pourrait bien retomber dès la fin du confinement, sauf peut-être auprès des utilisateurs gratuits du service qui, par essence, ne lui rapportent pas de revenus. Éric Yuan a bien conscience du danger. Au Wall Street Journal, il a même déclaré : « Si on se plante de nouveau, c'est foutu ».